



Union européenne
Politique régionale

panorama

inforegio

39

Automne 2011



2020

Le rôle de la politique régionale
dans l'Europe de demain

fr

ÉDITORIAL

Dirk Ahner

3

INTERVIEW DU COMMISSAIRE EN CHARGE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE, JOHANNES HAHN
Le Commissaire Hahn explique à Panorama les enjeux majeurs de la politique régionale aujourd'hui

4-6

7

**REGIOSTARS: LES PRIX RÉCOMPENSANT DES PROJETS INNOVANTS
DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

8-13

CROISSANCE INTELLIGENTE – SOUTIEN CIBLÉ

COUP D'ŒIL SUR LA CROISSANCE INTELLIGENTE

INTERVIEW DE MAG. IRMA PRIEDL

Chef du service de technologie et d'innovation gouvernement provincial de Basse-Autriche (AT)

PLATEFORME DE LA SPÉCIALISATION INTELLIGENTE

Une nouvelle plateforme pour aider les régions à explorer leurs atouts d'innovation

DES PROJETS INTELLIGENTS ENVAHISSENT L'EUROPE

14-18

**CROISSANCE DURABLE – CRÉER DE NOUVELLES
OPPORTUNITÉS**

INTERVIEW DU DR HARMA ALBERING

Conseillère en développement durable au département de l'environnement et du développement durable province du Limbourg (NL)

**CROISSANCE DURABLE – DES AVANTAGES
ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX**

COUP D'ŒIL SUR LA CROISSANCE DURABLE

19-23

**CROISSANCE INCLUSIVE – METTRE À PROFIT
LA CONTRIBUTION DE TOUS**

COUP D'ŒIL SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE

INTERVIEW DE CERNIN MARTÍNEZ YOLDI

Directeur général de la politique économique au sein du gouvernement de Navarre (ES)

**DES PROJETS INCLUSIFS - POUR QUE CHACUN
ATTEIGNE SON PLEIN POTENTIEL**

24-25

LA CROATIE PRÉPARE SON ADHÉSION

Œuvrer sans désespérer à l'adhésion européenne

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL EN CROATIE

26

JASMINE – ASSISTANCE TECHNIQUE AUX FOURNISSEURS DE MICROCRÉDITS

27

QUAND LA COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE RAPPROCHE LES CITOYENS

28

CALENDRIER/FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX!

Photos (pages):

Couverture: © CE

Pages: 3, 4, 5, 6, 8, 11, 13, 14, 19, 24, 26, 27 © CE

Page 5: David Zidlický - Liberty Square

Page 10: © Irma. Priedl - Amt der Noe Landesregierung

Page 12: © Brest Pohištvo d.o.o., © Biocant.pt

Page 13: © Projet IC-Med, PPNT - Incubateur de haute technologie

Page 15: © H. Albering. Province du Limbourg

Page 16: © Enworks.com

Page 17: © A. Rys/CKPS, P. Borkowsk/CKPS, agglomération de Thau

Page 21: © Cernin Martínez Yoldi

Page 22: © Projet Józsefváros Magdolna

Page 23: © Speed, la 27^e Région

Page 24: © Marie Lambert

Page 25: © Šime Strikoman

Ce magazine est imprimé en anglais, français et allemand, sur du papier recyclé.

Il est disponible en ligne dans 21 langues à l'adresse http://ec.europa.eu/regional_policy/information/panorama/index_fr.cfm

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la Commission européenne.



Cette édition de Panorama se penche sur le rôle que joue la politique régionale en vue d'aider les États membres à réaliser les objectifs de la stratégie Europe 2020 et à atteindre des taux d'emploi, de productivité et de cohésion sociale élevés.

La stratégie Europe 2020 cible les trois aspects, intimement liés, d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Cette approche intégrée s'attelle aux défis majeurs auxquels doit répondre l'Europe, aujourd'hui et au cours des dix prochaines années, tels que le vieillissement de la population, une main-d'œuvre infraqualifiée, un besoin croissant d'innovation, la relation entre croissance économique et dégradation environnementale, ou encore la sécurité énergétique.

Le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion offrent le cadre d'investissement et le système d'administration nécessaires à la réussite de la stratégie Europe 2020.

Cette édition de Panorama examine plus en détail ce qu'entreprend aujourd'hui la politique régionale en vue de favoriser une croissance intelligente, durable et inclusive au sein de l'Union. Forte de sa longue expérience du travail local et de son accent mis sur la coopération à travers l'Union, la politique régionale garantit l'implication directe des citoyens dans le développement de projets sur le terrain ainsi qu'une utilisation efficace des ressources.

Nous examinerons les trois composantes de la stratégie, interrogerons des acteurs majeurs sur le sujet de la croissance intelligente, durable et inclusive dans leur propre région, et présenterons des projets des quatre coins de l'Europe qui, jour après jour, servent les objectifs de la stratégie Europe 2020.

Grâce au soutien judicieux de projets et programmes qui profitent directement aux citoyens dans leur région, la politique régionale s'armera de son expérience afin d'aider les régions à apprendre les unes des autres et à collaborer ensemble pour exploiter au mieux les financements accordés.

De plus en plus, la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 sollicitera une participation active dans toutes les régions de l'UE, et c'est ici qu'intervient la politique régionale pour les épauler dans l'accomplissement de ces objectifs.

Bonne lecture!

A handwritten signature in black ink, reading "Dirk Ahner". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

Dirk Ahner

*Directeur général
Direction générale de la politique régionale
Commission européenne*

COMMISSAIRE EN CHARGE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE, JOHANNES HAHN

Le commissaire en charge de la politique régionale, Johannes Hahn, explique à Panorama les enjeux majeurs de la politique aujourd'hui.

À présent que la Commission a soumis sa proposition relative au prochain cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-20, que pensez-vous du résultat pour la politique régionale?

La route a été longue, il a parfois fallu se battre, mais je suis heureux d'annoncer que nous avons réussi. En ces temps difficiles, où nous continuons de ressentir l'impact de la crise économique et financière, la Commission a exprimé sa confiance absolue dans la politique régionale pour contribuer au redressement de l'économie européenne.

Elle a proposé un budget ambitieux pour la politique régionale. Ce budget – j'en suis convaincu – sera suffisant pour nous permettre de faire notre travail, et de le faire bien: 336 milliards €, et même 376 milliards € si l'on tient compte du nouveau fonds «Connecting Europe Facility» (mécanisme pour l'interconnexion en Europe).

Mais le futur budget n'est qu'un aspect de la question. Un autre élément me rend particulièrement fier, à savoir que nos idées sur la réforme de la politique régionale ont été entendues, comme l'alignement sur les objectifs de la stratégie Europe 2020, la concentration thématique des ressources dans un programme limité de priorités, ou encore l'accent redoublé sur les résultats et la performance.

La proposition de la Commission prévoit une nouvelle architecture pour la politique régionale. Pouvez-vous expliquer brièvement les changements?

Comme chacun le sait très bien, ma priorité absolue était de trouver un accord favorable à une politique régionale qui serve TOUTES les régions d'Europe, tout en défendant la priorité donnée aux régions les plus pauvres.

Cet accord, nous l'avons atteint en remplaçant l'architecture actuelle par une architecture qui distingue trois catégories de régions: les régions moins développées dont le PIB/habitant est inférieur à 75 % de la moyenne européenne, les régions en transition dont le PIB/habitant se situe entre 75 % et 90 %, et les régions plus développées dont le PIB/habitant est supérieur à 90 %.

Sur la base de notre proposition, plus de 80 % du budget sera investi dans les régions et États membres moins développés, y compris les régions en transition. Pour chaque euro dépensé dans l'UE-15, plus de 5 € seront investis dans l'UE-12, soit une hausse de plus de 30 % par rapport à la période actuelle.

Cela montre que notre proposition constitue un redoublement clair et solide de nos efforts en faveur des régions et États membres les plus pauvres, particulièrement au sein de l'UE-12. Mais cela nous permet aussi de préserver une masse critique d'investissements dans les régions plus développées de l'Union.



La nouvelle catégorie des régions en transition soulève beaucoup d'intérêt: pouvez-vous nous en dire plus?

L'objectif d'un nouveau système de transition vise à garantir un budget de cohésion juste, équilibré et acceptable au niveau politique. Il permet de différencier l'aide européenne en fonction du niveau de financement disponible, de sélectionner des domaines d'investissement prioritaires et d'appliquer différents taux de cofinancement des fonds européens. Ce système nous permettra de soutenir plus souplesment le processus de transition économique et sera mieux adapté à l'utilisation des fonds de la politique régionale dans le but de contribuer aux objectifs de la stratégie Europe 2020.

À travers ce nouveau système de transition, l'UE ne soutiendra pas uniquement les régions qui quitteront l'objectif de convergence et pourraient souffrir économiquement de la chute soudaine des financements européens, mais aussi celles dont le PIB/habitant est actuellement supérieur à 75% de la moyenne européenne, sans toutefois avoir accompli entièrement leur transition économique.

L'enjeu est tout particulièrement de taille dans le contexte économique actuel où la crise économique et financière a frappé de plein fouet de nombreuses régions, alors occupées à mener des réformes radicales pour améliorer leur compétitivité.

Que signifie la proposition de la Commission dans le cadre de vos efforts pour renforcer la dimension urbaine de la politique régionale?

La proposition de la Commission confirme le rôle essentiel du développement urbain durable dans le cadre de la politique régionale. Connaissant le rôle important des villes dans le succès de la stratégie Europe 2020, ce n'est pas surprenant.

Les villes sont des centres de spécialisation et d'innovation. Or elles sont nombreuses à se débattre dans le cadre de leur transition vers l'économie du savoir. Les villes sont au centre du changement climatique car ce sont elles qui abritent la majorité de la population et des activités économiques. Nous devons par conséquent redoubler d'efforts pour favoriser des modes de transport moins énergivores et améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments.

Enfin, les villes canalisent une part disproportionnée des problèmes de société et de la pauvreté. Surtout dans les États membres plus développés, où le chômage, la pauvreté et la misère se concentrent dans les villes.

C'est pourquoi notre futur train de mesures législatives va renforcer la dimension urbaine de la politique régionale et l'application de son principe de partenariat.



Place de la Liberté, Brno,
République tchèque

Quels autres éléments de la nouvelle mouture de la politique régionale 2014-20 sont importants à vos yeux?

Tout d'abord, dans l'objectif de promouvoir des réseaux transeuropéens dans les domaines du transport, de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication, un nouveau fonds «Connecting Europe Facility» a été créé dans le giron de la politique régionale. La gestion du «Connecting Europe Facility» sera centralisée et son financement passera par un budget spécifique. Cependant, une partie de l'enveloppe du Fonds de cohésion (10 milliards €) sera allouée au financement de réseaux de transport de base dans le cadre de ce nouveau fonds.

Ensuite, à l'heure où l'Union fait face aux défis croissants que constituent des niveaux de compétence insuffisants, une politique d'activation de l'emploi et des systèmes éducatifs contreperformants, l'exclusion sociale et une faible mobilité de la main-d'œuvre, nous avons décidé d'augmenter la part du Fonds social européen (FSE) intégrée aux Fonds structurels, de façon à ce qu'elle représente au moins 25 % de l'enveloppe de la cohésion. À cette fin, nous fixerons des parts minimales pour le FSE pour chaque catégorie de région.

Enfin, en vue de soutenir la transition vers une économie efficace en ressources, nous voulons investir une part importante de nos financements dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, en particulier dans les régions plus développées et les régions en transition.

Quelles sont les prochaines étapes?

Certains éléments de la proposition défendue par la Commission supposent de nouvelles méthodes de travail, dont les implications doivent encore être pleinement explorées. Plus important, ne perdons pas de vue que le paquet doit être à présent examiné par le Conseil et le Parlement. Les premières réactions, en particulier celles du Parlement européen et du Comité des Régions, sont très positives, mais il est évident que ce n'est que le début d'un long et intense débat.

Je suis néanmoins convaincu de notre très bonne position au moment d'aborder le prochain tour de discussion sur notre paquet législatif, en automne. Je suis optimiste quant à l'avenir de notre politique et je suis fier des progrès que nous avons d'ores et déjà engrangés.



Port d'Amsterdam, Pays-Bas

REGIOSTARS: LES PRIX RÉCOMPENSANT DES PROJETS INNOVANTS DANS LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Depuis 2008, la Commission a organisé quatre remises annuelles des RegioStars. Ces prix ont été décernés soit à des projets innovants dans différents domaines thématiques (dont les catégories CityStar), soit pour l'utilisation d'outils de communication destinés à promouvoir des programmes cofinancés par l'UE.

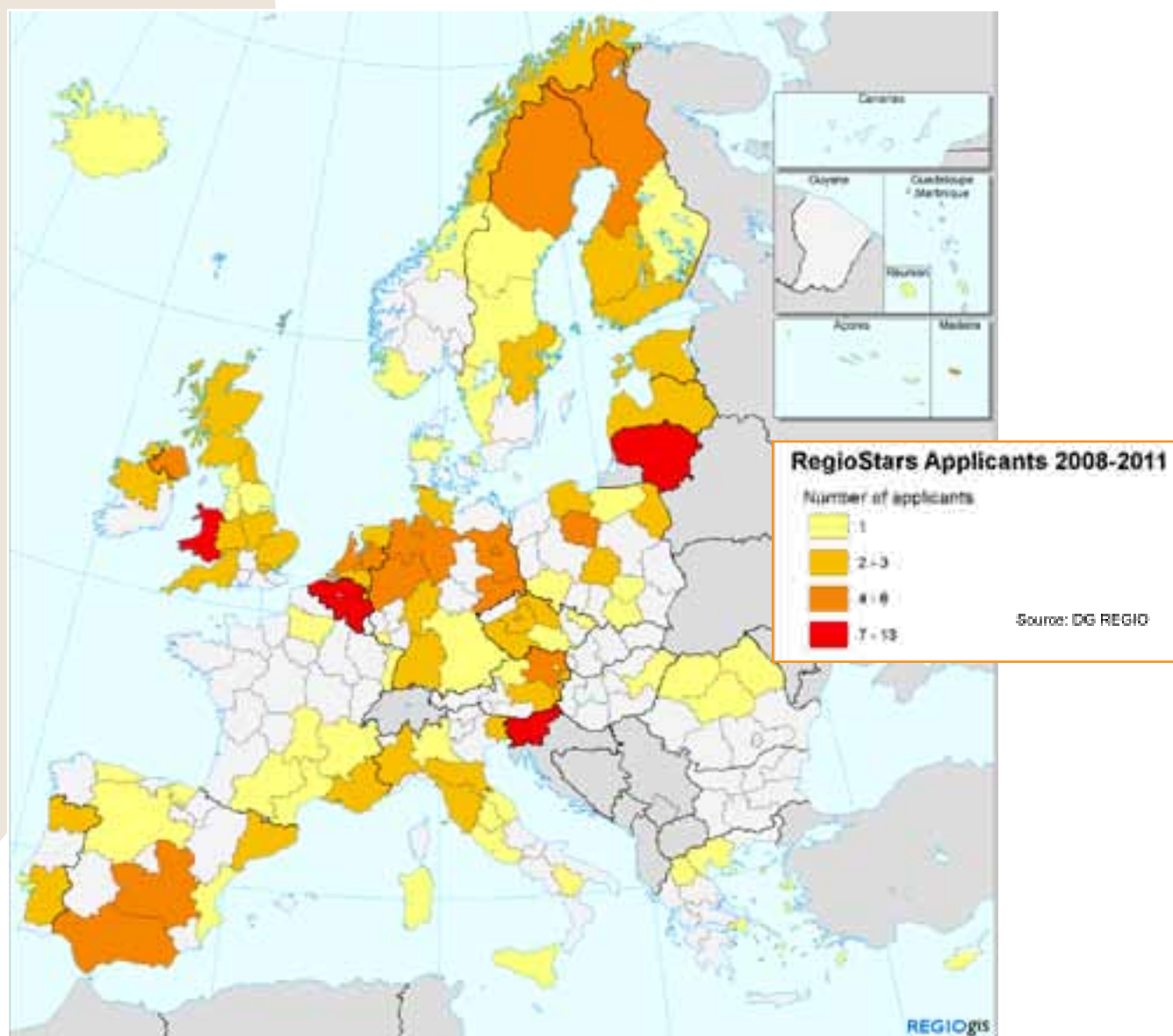
Au cours de cette période, plus de 270 projets ont été nominés dans les 27 États membres de l'Union ainsi que des pays voisins associés dans le cadre de programmes transfrontaliers. Sur ces 270 projets, 100 ont été sélectionnés en tant que finalistes par des jurys indépendants, et 20 ont reçu un prix.

Cette carte présente les régions d'origine des candidats, qu'il s'agisse de régions individuelles ou de régions impliquées dans des projets de coopération spécifiques (ne sont pas inclus les projets proposés par des programmes nationaux ou au niveau national). Elle met clairement en évidence les régions les plus promptes à partager leurs projets pilotes avec leurs homologues européens.

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour de plus amples renseignements concernant les finalistes et les lauréats de ces quatre dernières années, y compris en 2011, cliquez ici:

<http://ec.europa.eu/info/regio/goto.cfm?page=regiostars>



CROISSANCE INTELLIGENTE - SOUTIEN CIBLÉ

Au lendemain de la crise financière, les fonds publics à travers l'UE subissent la loi des restrictions budgétaires. Pourtant, il est essentiel de continuer à investir dans les citoyens, l'innovation et la recherche si nous voulons sortir de la crise avec une longueur d'avance.

Dès lors, que peut-on faire face aux appels à l'austérité et aux coupes budgétaires? La réponse est simple: seuls des choix intelligents à opérer dans les projets à soutenir et le développement de stratégies d'innovation régionales pour une spécialisation intelligente garantiront à l'Europe un meilleur retour sur investissement tout en créant les emplois et la croissance du futur.

Être «intelligent», encourager la croissance économique basée sur le savoir et l'innovation, cela ne concerne pas uniquement la recherche. Il s'agit aussi d'explorer d'autres formes d'innovation, telles que l'innovation sociale, l'innovation organisationnelle, des stratégies de marketing améliorées, de nouveaux services et plans d'activité. La croissance intelligente ne se fera pas sans maximiser la capacité d'innovation dans toutes les régions – tant celles qui sont à la pointe de la science que celles à la traîne.

COOPÉRATION STRATÉGIQUE

Entre autres exemples de coopération stratégique, citons le pôle d'activités conjointes dans la région de l'Öresund, la stratégie d'innovation commune de Berlin et du Brandebourg qui harmonisent leur aide aux pôles clés d'un mode de spécialisation intelligent, ainsi que la coopération améliorée dans la région CENTROPE autour de Vienne, Brno, Bratislava et Győr, et dans le triangle Eindhoven/Aix-la-Chapelle/Louvain.

Le rôle de la coopération territoriale

À l'échelle européenne, cela implique aussi une coopération transfrontalière et transterritoriale plus stratégique, afin d'établir les liaisons et les ponts vitaux pour améliorer les synergies et développer des activités conjointes, par exemple en développant des pôles de classe mondiale.

Dans ce domaine, la coopération territoriale joue d'ores et déjà un rôle majeur et les objectifs des futurs programmes seront renforcés entre les régions.



COGERSA: centre de traitement des déchets. Ce site traite des déchets en tous genres, des lubrifiants marins lourds aux déchets hospitaliers, Corvera, Asturies, Espagne

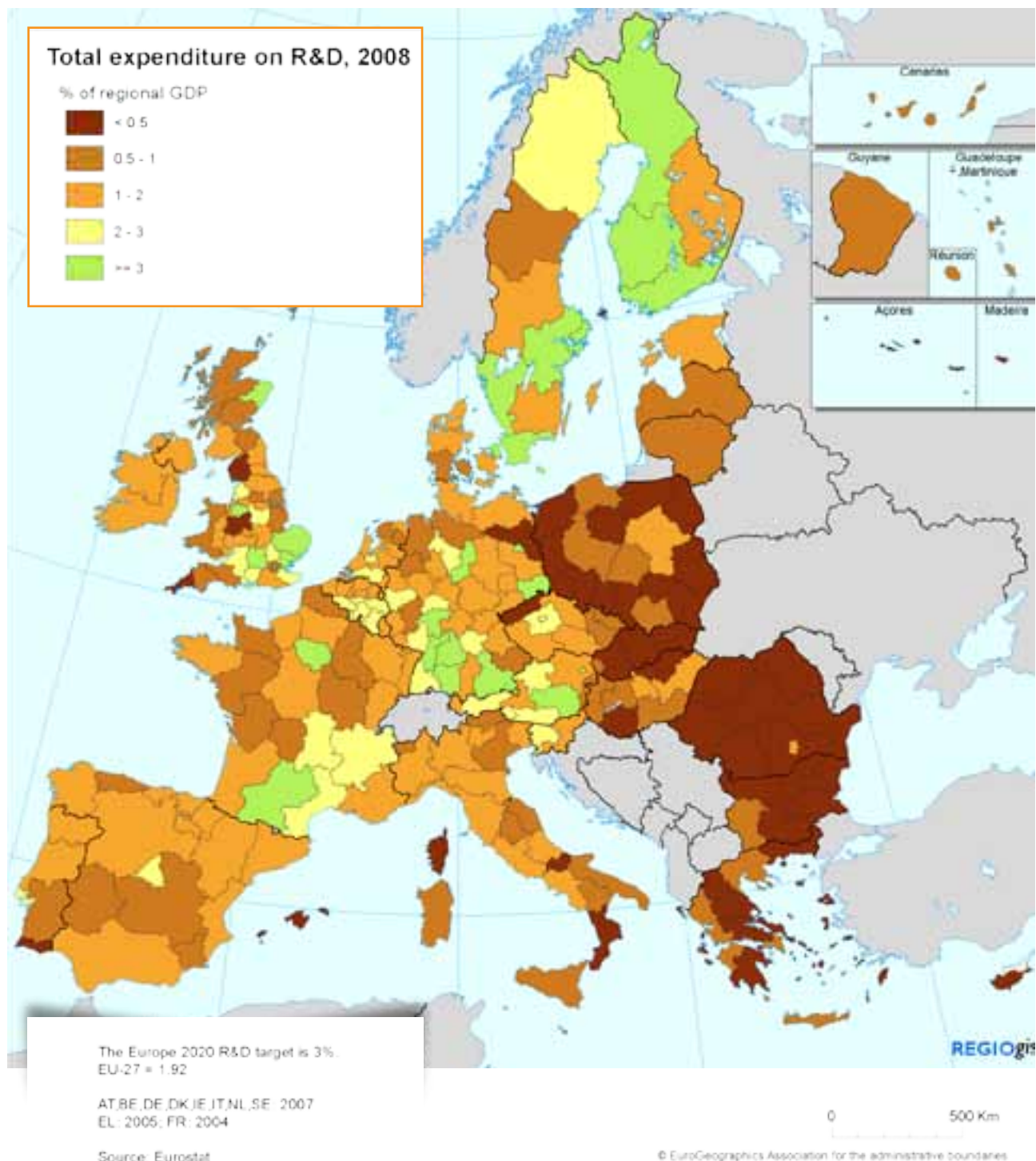


Mise au point de circuits miniaturisés pour la nouvelle génération de téléphones mobiles, Aalborg, Nordjyllands amt, Danemark

COUP D'ŒIL SUR LA CROISSANCE INTELLIGENTE

Les dépenses générales de R&D (DIRD) mesurent l'argent investi par les secteurs public et privé. Si la stratégie Europe 2020 poursuit l'objectif de porter la DIRD à 3% du PIB, les résultats varient grandement d'une région européenne à l'autre. Dans les pays développés, la DIRD tend à être supérieure dans les régions-capitales et dans les pays du nord de l'UE, à savoir l'Allemagne,

le Royaume-Uni, la Suède et la Finlande. Seules 16 régions ont atteint leurs objectifs nationaux 2020 et des efforts s'imposent tant dans des régions connues pour leurs investissements limités, comme en Espagne et au Portugal, que dans d'autres pourtant situées dans des pays performants à cet égard.



MAG. IRMA PRIEDL

Gouvernement provincial de Basse-Autriche, département de l'économie, du tourisme et de la technologie

Mme Mag. Irma Priedl est à la tête du service de technologie et d'innovation et responsable du processus d'amélioration continue du système d'innovation régional pour la Basse-Autriche.

«En Basse-Autriche, nous possédons une connaissance approfondie de l'innovation et nous nous efforçons de soutenir les activités innovantes d'entreprises individuelles à travers des programmes d'aide publics et de l'encadrement. Parallèlement, notre politique d'innovation s'appuie sur les compétences régionales existantes et approche le développement territorial sous l'angle de ses perspectives futures, comme la gestion de pôles ou technopôles, qui nous offriront un avantage compétitif mondial.

Le processus d'amélioration continue, aujourd'hui en activité depuis plus de 14 ans, nourrit une perspective à long terme et bénéficie, pour sa mise en œuvre, de ressources financières propres. Celles-ci sont les forces motrices de la croissance intelligente en Basse-Autriche.



Surveiller l'innovation régionale

En Basse-Autriche, nous surveillons l'impact de la croissance intelligente au niveau régional et au niveau du programme/service. C'est pourquoi nous faisons appel à la méthodologie du tableau de bord prospectif (TBP), et des projets interrégionaux tels qu'IMPACTSCAN, ou le projet de capitalisation SCINNOPOLI d'INTERREG IVC, qui contribuent à améliorer davantage ce système de surveillance.

Promouvoir la croissance intelligente

La politique régionale doit être le moteur. La croissance intelligente n'est pas tant une question de compétitivité actuelle de la région qu'une question de soutien politique et de connaissance des compétences et du potentiel régionaux. Sans soutien politique ou sans ressources financières suffisantes sous responsabilité régionale, la mise en œuvre de stratégies de croissance intelligente serait pour ainsi dire impossible.

Les autorités régionales peuvent promouvoir davantage la croissance intelligente en favorisant la mise en œuvre simplifiée d'une stratégie progressive, en s'inspirant d'autres régions et en participant à la "plateforme de la spécialisation intelligente" ou à des collaborations stratégiques avec d'autres régions d'Europe dans le domaine de la mise en œuvre stratégique.»

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.scinnopoli.eu/>

<http://www.impactscan.net/default.aspx>

UNE NOUVELLE PLATEFORME POUR AIDER LES RÉGIONS À EXPLORER LEURS ATOUTS D'INNOVATION

Afin de maximiser l'impact des fonds structurels en faveur d'une croissance et d'une innovation intelligentes, il s'impose de veiller à ce que les régions exploitent au mieux leurs forces et capacités individuelles dans ce domaine. La «plateforme de la spécialisation intelligente» aidera les régions à tirer le meilleur parti de leurs atouts individuels et à progresser vers l'excellence.

La plateforme fournit aux autorités régionales et nationales des outils à même d'identifier les domaines et activités offrant les meilleures opportunités de renforcer leur compétitivité et d'élaborer des stratégies d'innovation sur mesure, qui ciblent ces activités.

En concentrant les efforts et les ressources sur des priorités spécifiques axées sur la croissance intelligente, ces «stratégies d'innovation régionales pour une spécialisation intelligente» ne se limiteront pas au développement scientifique et technologique. Elles favoriseront aussi des initiatives complémentaires visant, par exemple, à encourager les transferts de technologies, l'esprit d'entreprise et l'innovation dans les services et le secteur public.

La plateforme veut développer ce type de stratégie pour toutes les régions de l'UE. En effet, régions en développement ou leaders de l'innovation, toutes bénéficieront de l'initiative.

Des partenariats aux bénéfices réciproques

Par la mise en commun de l'expertise des universités, centres de recherche, entreprises et autorités régionales, la plateforme multiplie les liens entre ces différents acteurs.

Elle facilite l'échange d'expériences, l'apprentissage réciproque et la coopération par le biais d'outils informatiques, de formations, d'ateliers, de boîtes à outils de communication et d'évaluations par les pairs, et met à la disposition des décideurs politiques diverses ressources (méthodes, orientations, résultats de recherche, etc.).

Lancée par la Commission en juin 2011, la plateforme est ouverte à toutes les régions de l'Union. Elle est hébergée par l'Institut de prospective technologique du Centre commun de recherche basé à Séville, en Espagne.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://ipts.jrc.ec.europa.eu/activities/research-and-innovation/s3platform.cfm>



Pankl Racing Systems: simulation de forgeage de bielles mécaniques pour moteurs à haute performance, Bruck an der Mur, Steiermark

DES PROJETS INTELLIGENTS ENVAHISSENT L'EUROPE

Les quatre projets présentés ci-dessous sont autant d'exemples de la diversité des initiatives menées aux quatre coins de l'Union européenne pour embrasser les opportunités qu'offre le développement de projets de «croissance intelligente». Aux côtés de la «croissance durable» et de la «croissance innovante», la «croissance intelligente» est l'un des fondements des interventions et priorités mises en œuvre conformément à la vision globale de la stratégie Europe 2020, qui suggère que la productivité et l'innovation offriront les opportunités à long terme les plus efficaces pour le développement économique de l'Europe au cours des dix prochaines années.



Économie d'espace grâce à du mobilier multifonctionnel «intelligent»



Susana Sousa à l'œuvre dans le laboratoire Biocant

Un mobilier intelligent pour les espaces de vie de demain

Le logement intelligent ne se résume pas à une bonne isolation acoustique, à un budget économique et à la proactivité environnementale des logements du futur. Il doit aussi y être question d'«espaces de vie» et de ce qui remplit ces espaces.

Le **projet de mobilier multifonctionnel**, un projet slovène emmené par le partenaire principal **BREST POHIŠTVO d.o.o.**, indique la voie à suivre. BREST a développé, en collaboration avec ses partenaires Svea et Kolpa, un mobilier «intelligent» à la pointe de la technologie, innovant, de haute qualité et écologique, conçu avec flexibilité et anticipation pour s'intégrer aux nouveaux concepts de design intérieur des «maisons intelligentes».

À ce jour, le partenariat a créé 17 nouveaux emplois et, d'ici 2014, Brest espère générer 3 millions € de recettes grâce au projet, Svea 2 millions et Kolpa environ 1 million.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Avril 2009 – Mai 2010
 Contribution FEDER: 2 500 084€
 Budget total: 7 145 900€

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.brest.si/>

L'innovation au service des viticulteurs

«**Enokit**», un outil technologique innovant, bon marché et simple d'emploi, développé par **Enochip**, permet aux viticulteurs de détecter les micro-organismes qui nuisent au processus de production du vin. Le procédé est de surcroît rapide: les résultats sont disponibles en moins de 24 heures.

Le consortium Enochip, composé de trois partenaires – Biocant (chef de projet et institut de biotechnologie influent), la coopérative viticole de Cantanhede et la municipalité de Cantanhede – issus de la région Centre du Portugal, est venu en aide aux viticulteurs locaux.

En contribuant à une meilleure qualité du vin produit dans la région Centre, Enochip a également participé à renforcer la position de cette région viticole sur le marché local et mondial.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Jan. 2007 – Déc. 2008
 Contribution FEDER: 1 13 767€
 Budget total: 150 089€

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.biocant.pt/default.aspx>



Consortium IC-Med durant le 2^e séminaire-atelier Inter-Pôles à Milan, 27 mai 2010



Tomasz Refałowicz au travail dans le labo PPNT



Pôle de soutien pour projets transnationaux

Réunissant 14 partenaires représentant neuf régions de France, d'Italie, d'Espagne et de Grèce, et incluant pas moins de 55 pôles, le projet **IC-Med** entend développer et renforcer la collaboration entre les pôles dans le cadre de projets communs. Il tient lieu d'«incubateur interpôles pour projets transnationaux».

Il est dirigé par la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur (région PACA), en compagnie d'un autre partenaire régional, Méditerranée Technologies, lui-même impliqué dans les aspects de communication ainsi que dans des ateliers dédiés à la «formation professionnelle des managers de pôles». Méditerranée Technologies soutient également la participation de PME et laboratoires régionaux aux programmes de recherche et d'innovation européens.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Juin 2009 – Mai 2012
Contribution FEDER: 1 425 000€
Budget total: 1 900 000€

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.ic-med.eu/>
<http://www.mediterranee-technologies.com/main.htm>

Incubateur de haute technologie pour start-ups

Le **parc scientifique et technologique de Poznań (PPNT)**, dans la région de la Wielkopolska en Pologne, sert d'intermédiaire entre le monde académique et le monde des entreprises. Il abrite 50 entreprises, pour la plupart des start-ups innovantes, et a participé à plus de 80 projets financés par des fonds européens. L'incubateur de haute technologie est un des projets du PPNT, qui couvre les secteurs des matériaux, des biomatériaux et des technologies de l'information et de la communication. Le projet a pour objectif de combler le fossé infrastructurel dont souffrent les start-ups hi-tech et les services laborantins pour PME dans ces secteurs. Il s'agit d'un «bâtiment intelligent» qui offre aux entrepreneurs un lieu pour développer leurs idées et projets, tout en minimisant les risques associés à la mise en œuvre d'innovations.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Juin 2008 – Août 2013
Contribution FEDER: 8 410 000€
Budget total: 14 200 000€

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.ppnt.poznan.pl/web1/page>
<http://www.zespol-inkubatorow.pl/>

CROISSANCE DURABLE – CRÉER DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Préserver la nature et ses ressources, économiser l'énergie, stimuler l'adoption de sources d'énergie renouvelable et de technologies vertes – l'investissement stratégique dans l'éco-innovation ne se limitera pas à relever les défis environnementaux qui nous attendent. Il créera aussi de nouveaux marchés d'emploi et de nouvelles opportunités de croissance.

Le bien-être des citoyens européens dépendra directement de la capacité de l'UE à exploiter le potentiel des nouveaux marchés émergents de l'écotechnologie. La politique régionale offre un levier des plus efficaces pour que la concentration stratégique des fonds investis se traduise par une exploitation optimale de ces opportunités.

Si, entre 2007 et 2013, la politique régionale aura alloué 105 milliards € à la croissance durable, il est essentiel que les autorités dirigeantes fassent un effort supplémentaire pour «investir davantage et mieux». Un lien étroit entre les politiques d'innovation régionales et les investissements dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique stimulera, aux niveaux local et régional, la création d'emplois, la compétitivité et la qualité de vie.

Centre européen des énergies renouvelables, pour les entreprises actives dans le développement de ressources et énergies vertes, Güssing, Burgenland



Appel à l'action pour une Europe efficace en ressources

De bâtiments efficaces en énergie à des transports urbains propres, le renforcement de l'éco-innovation appelle des investissements intelligents. Mais ces investissements devront être soutenus par l'intégration des principes du développement durable dans la prise de décisions. Les partenaires socio-économiques, la société civile, les universités et les PME ont tous un rôle à jouer pour garantir l'efficacité des politiques d'innovation régionales.

QUEL ENJEU?

Si la tendance actuelle se poursuit, la population mondiale aura augmenté de 30 % à l'horizon 2050, pour atteindre les 9 milliards d'individus, et les économies en développement aspireront légitimement aux niveaux de prospérité et de consommation des pays développés. Nous devons changer nos modes de consommation et de production et tracer la voie d'une économie verte et innovante.

DR HARMA ALBERING

Département de l'environnement et du développement durable, Limbourg (NL)

Le Dr Harma Albering est conseillère en développement durable au département de l'environnement et du développement durable. Elle est aussi l'une des gestionnaires du projet Cradle to Cradle Network (C2CN).

«La province néerlandaise du Limbourg a été l'une des premières régions d'Europe à s'inscrire dans le projet C2CN. Au cœur de ce projet, on trouve de nouveaux modes, plus responsables, de production, de construction et de planification, offrant des perspectives économiques et une meilleure qualité de vie tout en protégeant l'environnement. Cette approche est conforme à l'esprit de la politique régionale, qui entend stimuler la compétitivité et atteindre un niveau plus rapide de développement économique, de manière durable.

Avantages transrégionaux

Nous voulons montrer que l'éco-bénéficine est salubre pour l'ensemble de l'Union qui, relativement pauvre en ressources naturelles, peut y trouver un moyen de devenir moins dépendante de tierces parties. Nous devons mobiliser la créativité, le pouvoir innovant, l'intelligence et les investissements des entrepreneurs, des concepteurs, des conseillers et des académiciens de l'ensemble de l'Union. Heureusement, d'autres régions d'Europe partagent notre vision et nous ont rejoints dans le C2CN. Nous bénéficions également du soutien actif des directions générales de la Commission européenne (politique régionale et environnement).

Des avantages indéniables en termes de durabilité

Nos parties prenantes sont également convaincues de la nécessité de passer d'une société éco-efficace à une société éco-bénéfique. Déjà à la pointe, elles en tireront, au final, davantage profit que celles qui sont à la traîne.

Notre motivation pour la durabilité a toujours été présente, et c'est en 2007 que les représentants de la Commission européenne nous ont incités à regarder plus loin, à élargir nos horizons et à graver franchement notre empreinte européenne.

La transition vers une société éco-bénéfique prospère est notre objectif, C2C est notre inspiration et les principes limbourgeois sont nos directives. Les développements qu'ont connus les approches "cradle to cradle (C2C)" ont déjà fait beaucoup d'émules parmi les entreprises, en particulier les PME, ainsi que parmi les pouvoirs publics.

POUR EN SAVOIR PLUS:

<http://www.c2cn.eu/>



Le Dr Harma Albering et l'équipe du C2CN

CROISSANCE DURABLE – DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

Dégradation environnementale, perte de biodiversité, développement économique rapide, utilisation inefficace des ressources: tous sont susceptibles de conséquences catastrophiques pour notre environnement et témoignent de la profonde importance de la croissance durable dans le développement économique européen. Une croissance durable qui tend vers une économie plus soucieuse de l'environnement et plus compétitive, dans laquelle les ressources sont utilisées de manière efficace. Les quatre projets ci-dessous soulignent le rôle capital de la croissance durable dans les trois piliers de la stratégie Europe 2020.

Quand les pressions environnementales se font atouts compétitifs

ENWORKS est un partenariat d'organisations qui apporte une aide environnementale à plus de 11 000 entreprises dans le nord-ouest de l'Angleterre depuis 2001, permettant d'économiser plus de 106 millions € et 450 000 tonnes de CO₂. Son soutien à l'efficacité des ressources aide les entreprises à maximiser leurs profits et à réduire leurs émissions en utilisant de manière plus efficace l'eau, l'énergie et les matériaux et en adoptant des modèles industriels durables. De plus, **sa boîte d'outils en ligne pour l'efficacité des ressources**, à concevoir sur mesure, aide les entreprises à se fixer des priorités, à suivre l'évolution et à faire état des possibles économies environnementales et financières en temps réel. Son dernier programme trisannuel a permis à l'économie britannique de réaliser une valeur ajoutée brute additionnelle nette de 202 millions €.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Oct. 2009 – Mars 2013
Contribution FEDER: 3 960 000 €
Total budget: 10 570 000 €

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.enworks.com/>



Pylônes électriques – transporter notre énergie là où elle est nécessaire

Promouvoir les énergies renouvelables

Le projet interrégional **MORE4NRG** réunit 12 partenaires, 11 régions ainsi que l'Assemblée des régions d'Europe (ARE). L'un de ses principaux partenaires est la région italienne des Abruzzes, par l'intermédiaire de son agence régionale de l'énergie, ARAEN, qui joue un rôle majeur dans la promotion et la mise en œuvre des sources d'énergie renouvelable (SER) et des stratégies d'efficacité énergétique.


Le projet MORE4NRG a pour vocation de renforcer la performance des stratégies régionales liées aux sources d'énergie renouvelable et à l'efficacité énergétique, en échangeant les meilleures pratiques et en développant conjointement un outil de surveillance intégré. La boîte à outils sera mise à la disposition de toutes les régions qui souhaitent, d'une part, évaluer leur potentiel de SER et d'efficacité énergétique et, d'autre part, mesurer les progrès réalisés pour atteindre leurs objectifs énergétiques.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Avril 2011 – Août 2014
Contribution FEDER: 1 032 084 €
Budget total: 1 326 559 €

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.more4nrg.eu/pages/home>



Rapides pour la prévention des inondations et de la sécheresse dans le district forestier de Spychow, nord-est de la Pologne

Prévention des inondations et de la sécheresse pour les forêts de Pologne

Promouvoir des méthodes écologiques de stockage de l'eau, améliorer les capacités de rétention de l'eau et les conditions hydrologiques dans les 178 districts forestiers de Pologne: tels sont les objectifs du **programme de rétention d'eau à petite échelle**, placé sous la responsabilité du centre de coordination des projets environnementaux (CKPS).


Le projet emploie des méthodes soucieuses de l'environnement, visant la préservation de la biodiversité. Il consiste à construire des installations de stockage de l'eau et à réhabiliter les systèmes existants, ainsi qu'à restaurer des landes et zones humides, en passant par l'aménagement d'écluses, de digues, de remblais artificiels destinés à contenir les eaux, de berges inondables et de petits réservoirs de rétention des eaux.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Oct. 2007 – Déc. 2014
Contribution du Fonds de cohésion: 34 500 000 €
Budget total: 45 800 000 €

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://ckps.pl/ccep/home.html>



Restauration de chaînes de dunes de sable sur le lido de Sète à Marseillan

Sables mouvants pour préserver un joyau côtier

Le **lido de Sète**, une bande sableuse de 12 km qui sépare l'étang de Thau de la Méditerranée, près de la ville de Montpellier dans le sud de la France, subit les affres d'une pression croissante de la démographie, du tourisme, du trafic et des perturbations des écosystèmes.

Cependant, la préfecture de la région du Languedoc-Roussillon gère, avec l'aide du FEDER, un projet de contrôle des processus d'érosion nuisibles, impliquant la réhabilitation d'une chaîne de dunes de sable, la réorientation du réseau routier et l'aménagement de sentiers pédestres et cyclistes. La population et les entreprises locales se réjouiront de l'impact positif et à long terme sur le tourisme, de la meilleure fluidité du trafic automobile et de la protection des dunes et des zones lagunaires.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Août 2007 – Déc. 2012
Contribution FEDER: 8 098 800 €
Budget total: 23 139 500 €

POUR EN SAVOIR PLUS

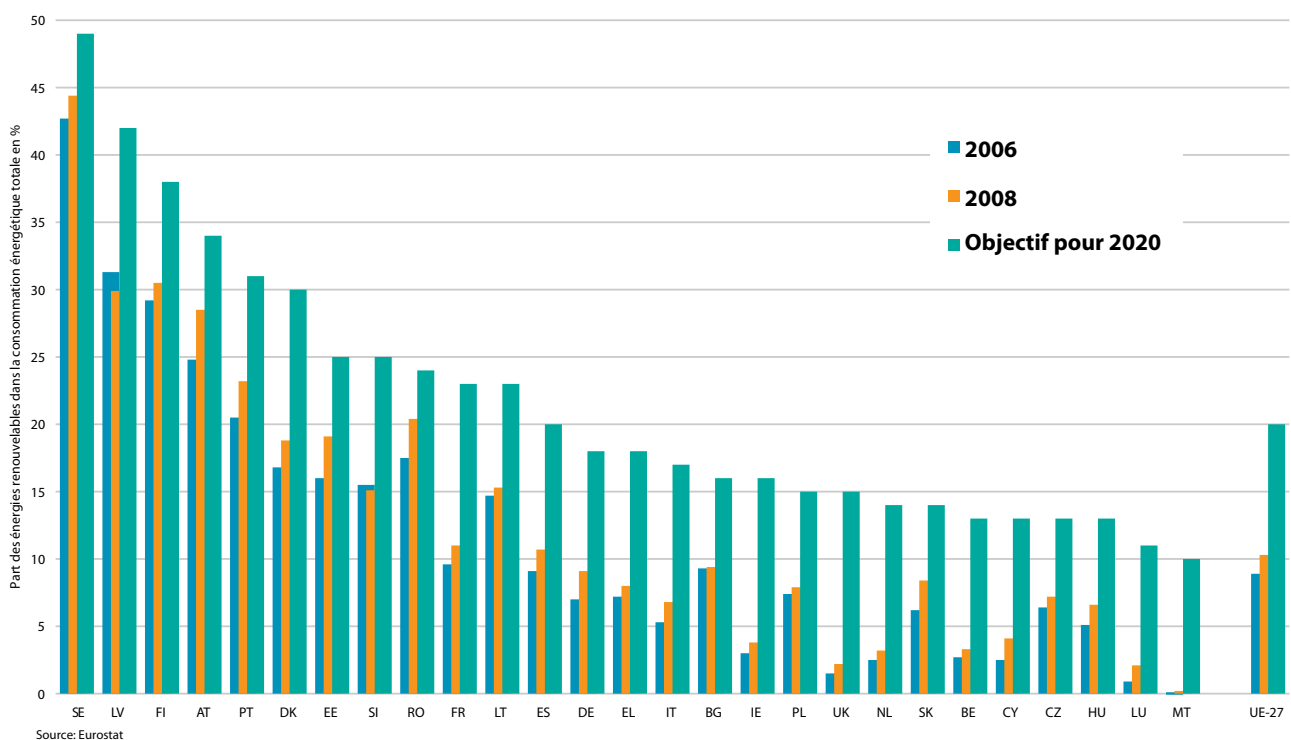
<http://www.languedoc-roussillon.developpement-durable.gouv.fr/lido-de-sete-a-marseillan-avis-a1851.html>

COUP D'ŒIL SUR LA CROISSANCE DURABLE

La croissance durable est un écheveau complexe, fait de mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable. Dans ce domaine, la directive européenne sur les énergies renouvelables impose des objectifs à tous les États membres et, à cet égard, l'UE doit s'assurer à l'horizon 2020 un pourcentage de 20 % d'énergie issue de sources renouvelables. Dans le secteur des transports, ce pourcentage s'élèvera à 10 %.

Cette perspective ouvre des opportunités pour le développement de nouvelles technologies et la création d'emplois. Dans certains pays de l'Union, une part considérable de la consommation d'énergie provient de sources renouvelables: 43 % en Suède et 29 % en Finlande. En revanche, Malte, le Grand-Duché du Luxembourg et le Royaume-Uni affichent un score respectif de seulement 0,1, 0,9 et 1,5 %.

Consommation d'énergies renouvelables en 2006 et 2008 et objectifs pour 2020



CROISSANCE INCLUSIVE – METTRE À PROFIT LA CONTRIBUTION DE TOUS

La population européenne vieillit et notre main-d'œuvre peine à trouver du travail au lendemain de la crise économique et financière. Dans le même temps, la mondialisation nous oblige à plus de compétitivité. Comment dès lors nous permettre d'être ralentis par de faibles compétences, la pauvreté et l'isolement? La croissance inclusive doit garantir à chaque citoyen européen de déployer son plein potentiel afin de contribuer efficacement à la croissance européenne.

Plus de 21 % des jeunes Européens sont sans emploi et environ 80 millions de citoyens de l'Union ne possèdent qu'une qualification de base, voire rudimentaire. À l'horizon 2020, 16 millions d'emplois supplémentaires exigeront de hautes qualifications. Il est donc d'autant plus important d'acquérir et de développer de nouvelles compétences.

La croissance inclusive au sein de l'UE poursuit quatre objectifs:

- augmenter le taux d'emploi en Europe – des emplois supplémentaires et de meilleure qualité, notamment pour les femmes, les jeunes et les travailleurs âgés;
- aider les citoyens de tous âges à anticiper et à gérer le changement en investissant dans les compétences et la formation;
- moderniser les marchés du travail et les systèmes de sécurité sociale;
- veiller à ce que la croissance bénéficie à toutes les régions de l'UE.

Deux initiatives phares vont stimuler la croissance inclusive au sein de l'UE:

AGENDA POUR DE NOUVELLES COMPÉTENCES ET DE NOUVEAUX EMPLOIS

- Aider les citoyens à acquérir de nouvelles compétences, à s'adapter aux nouveaux marchés de l'emploi et à réussir l'évolution de leur carrière.
- Moderniser les marchés du travail en vue d'augmenter les taux d'emploi, augmenter la productivité et garantir un modèle social durable.

PLATEFORME EUROPÉENNE CONTRE LA PAUVRETÉ

- Œuvrer au service de la cohésion économique, sociale et territoriale.
- Garantir le respect des droits fondamentaux des citoyens vivant dans la pauvreté et l'exclusion et les aider à prendre une part active dans la société.
- Aider les citoyens à s'intégrer dans les communautés où ils vivent, à suivre une formation, à trouver du travail et à accéder aux avantages sociaux.

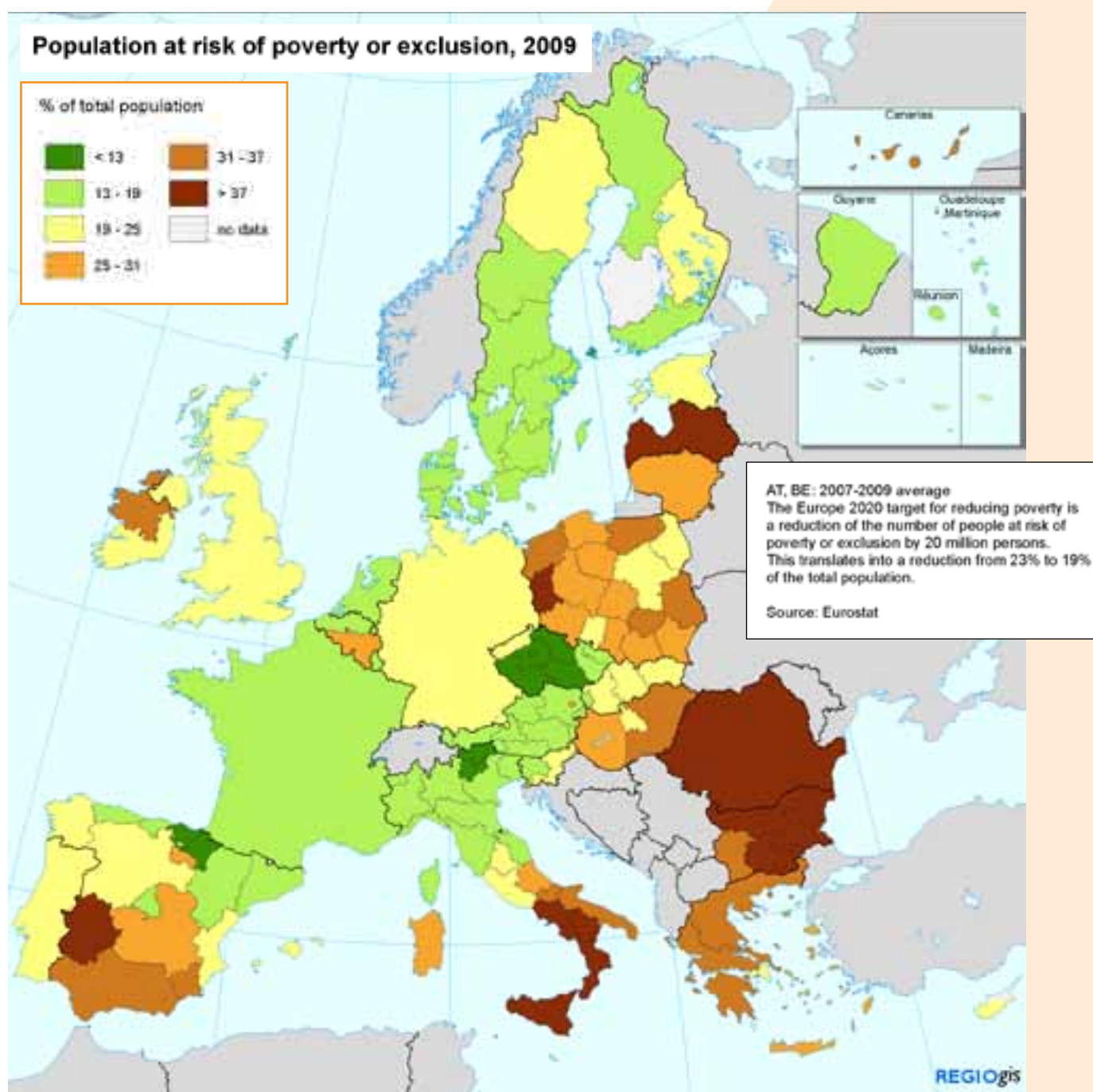
Le développement régional soutient la croissance inclusive en réduisant les disparités entre régions et en diffusant les bénéfices de la croissance aux quatre coins de l'Union.

Améliorer les infrastructures portuaires et aéroportuaires: bateau de sauvetage pour l'aéroport, La Réunion, France. Cofinancé par le FEDER

COUP D'ŒIL SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE

La stratégie Europe 2020 entend réduire de 20 millions, d'ici 2020, le nombre de personnes menacées de pauvreté et d'exclusion au sein de l'Union. Cet objectif tient du défi et, au cœur de la solution, l'aide de la politique régionale en faveur de projets qui stimulent l'emploi et l'infrastructure, ouvrant à chacun un nouveau

champ de possibilités, occupe une place essentielle. Les clivages nord-sud présents en Espagne, en Italie et en Belgique, ainsi que la combinaison d'un PIB par habitant élevé à un taux de «risque de pauvreté et d'exclusion» lui aussi élevé, soulignent la complexité de l'enjeu.



CERNIN MARTÍNEZ YOLDI

Directeur général de la politique économique au sein du gouvernement de Navarre

M. Cernin Martínez Yoldi participe à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques favorables au développement économique de la région de Navarre, en Espagne.

«Le plan MODERNA est le nom donné à la stratégie économique de Navarre à l'horizon 2030. Il a été conçu avec la participation de plus de 5 000 acteurs économiques et citoyens, approuvé par les principaux partis politiques, associations professionnelles, syndicats et universités, et adopté par le Parlement régional avec 76 % des voix.

Nous pensons que la stratégie économique régionale ne peut réussir sans l'implication des acteurs économiques qui exécuteront le plan dans le cadre d'un réel partenariat public-privé.

Partager les idées

Nous créons un système dans lequel les citoyens et les entreprises de la région peuvent partager leurs idées. Après l'atteinte d'un consensus entre les parties prenantes au sein de petits groupes, ces idées et projets sont intégrés dans l'économie et mettent à l'épreuve le cadre existant.

Notre économie ne peut se développer sans tenir compte des meilleures idées de chaque citoyen. Le savoir est aux mains de ceux et celles qui détiennent un bagage professionnel et personnel, et ce savoir doit être partagé et enrichi avec les vues et expériences d'autrui. Ce système donne confiance à la société et encourage la participation.

Le sentiment d'appartenance, associé à la petite taille de la région, a favorisé l'implication, la confiance et la création de réseaux sociaux.

Égalité des chances

L'éducation constitue la plus importante politique économique à long terme et le meilleur moyen d'améliorer l'inclusion sociale. Nous avons donc établi des objectifs en matière d'éducation générale de l'ensemble de la population, et pas uniquement celle des travailleurs les plus spécialisés.

Nous sommes intimement convaincus que «Navarre à l'horizon 2030» peut s'appliquer au-delà de nos frontières. En effet, une société caractérisée par la participation de chacun est plus productive, et l'inclusion est un objectif partagé à travers l'UE. L'aide de la politique régionale nous permet d'atteindre nos objectifs par le biais d'un financement ciblé.»



DES PROJETS INCLUSIFS = POUR QUE CHACUN ATTEIGNE SON PLEIN POTENTIEL

Afin de souligner l'action de la politique régionale européenne en faveur de la croissance inclusive, Panorama passe en revue un programme et deux projets. De la rénovation d'un quartier urbain délabré à la mise à disposition de réseaux de partage des connaissances, en passant par des offres d'emploi pour les jeunes, l'aide se veut ciblée afin de ne négliger aucune capacité européenne et de ne délaissier aucun talent.

Un quartier délabré retrouve un second souffle

Des programmes de formation pour adultes aux politiques de proximité, la revitalisation du quartier **Józsefváros Magdolna à Budapest** se joue sur tous les fronts. Elle doit son succès à l'implication des habitants par la voie de la coopération et de la participation active.

Lancé en 2005, le programme vise à améliorer et à restaurer l'environnement physique du district et à stimuler l'intégration sociale des habitants du quartier. La clé de son succès repose sur une approche intégrée des problèmes historiques du district. En effet, l'on sait que les problèmes sont souvent interdépendants.

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet:	2007-13
Contribution de l'UE:	6 000 000 €
Budget total:	8 300 000 €

Le quartier du centre-ville Józsefváros Magdolna et ses 12 000 habitants doivent faire face à d'importants problèmes sociaux et de sécurité. Entre 2002 et 2008, le district affichait un taux de criminalité supérieur aux autres quartiers de Budapest. Un tiers de la population n'a suivi que l'enseignement primaire, une famille sur dix est touchée par le chômage et la moitié de la population est composée de Roms, soit cinq fois plus que dans le reste de la capitale.

DIVERSES SOLUTIONS DE RÉHABILITATION

Six volets distincts sont combinés pour donner un second souffle au quartier:

- la rénovation d'immeubles de logements sociaux détenus par la municipalité avec l'implication et la contribution des locataires;
- la rénovation d'immeubles à appartements – sept immeubles en copropriété seront rénovés dans le cadre de la phase II;
- le réaménagement des espaces publics environnant la place Mátyás, la création de zones interdites au trafic et d'espaces verts;
- l'implantation du centre communautaire Kesztyűgyár dans une ancienne ganterie, proposant des programmes essentiellement destinés aux enfants et aux jeunes;
- l'amélioration des opportunités d'emploi par le biais de l'enseignement, de la formation et de programmes d'emploi pour les adultes, de centres de recherche d'emploi et de salons de l'emploi; et
- la prévention de la criminalité grâce aux politiques de proximité.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.rev8.hu/>

Nouveau départ en beauté
pour les immeubles du district de Magdolna





De nombreux autres programmes, comme des cours scolaires sur les assuétudes et la criminalité, des programmes de réhabilitation, la prise en charge spécialisée des toxicomanes et l'emploi occasionnel de sans-abri, sont autant de moyens indirects destinés à améliorer la sécurité publique.

En avant toute avec SPEED

Quand il s'agit de dénicher les entrepreneurs de demain et de permettre aux jeunes d'exploiter leurs débouchés professionnels, SPEED peut donner aux jeunes diplômés le coup de pouce dont ils ont besoin.

Les étudiants à l'orée d'une carrière d'entrepreneur reçoivent la possibilité de se lancer dans un environnement protégé. «Le soutien de la politique régionale nous a permis d'étendre notre champ d'action», explique le gestionnaire du programme, Steve Moore. À son échéance, le programme SPEED, basé à l'université de Wolverhampton au Royaume-Uni, aura aidé plus de 500 entreprises.



«SPEED STARS» sélectionnés par le personnel de Wolverhampton et ses pairs

La 27^e Région redessine le secteur public

En donnant aux citoyens l'occasion de partager leurs idées et visions d'approches innovantes pour redessiner leur région, le projet expérimente de nouveaux modes de co-administration de politiques publiques au sein des gouvernements régionaux français.

Voici un échantillon des questions posées: «Comment repenser l'administration innovante?», «À quoi ressemblera l'école secondaire du futur?» et «Quelle mobilité pour les zones rurales d'ici 10 ans?»

En encourageant la créativité, la co-conception et l'innovation sociale dans les institutions publiques à travers des projets communautaires, des prototypes et une stratégie de conception, la 27^e Région veut doter chaque région française de son propre laboratoire d'innovation, qui lui permettra de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.



La 27^e Région, les citoyens et les fonctionnaires explorent ensemble l'innovation publique

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Mars 2009 – Juin 2012
 Contribution de l'UE: 2 800 000 €
 Budget total: 5 700 000 €

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.wlv.ac.uk/default.aspx?page=10623>

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Printemps 2011 – 2012
 Contribution de l'UE: 325 000 €
 Budget total: 828 300 €

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.la27eregion.fr/>

ŒUVRER SANS DÉSEMPARER À L'ADHÉSION EUROPÉENNE

Le 1^{er} juillet 2013, si tout se déroule comme prévu, la Croatie rejoindra l'Union européenne, devenant ainsi le premier pays à faire usage de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) sous sa forme actuelle.

L'expérience du pays est unique: il a commencé à préparer son adhésion en utilisant l'ancien mécanisme d'aide aux pays candidats, l'instrument structurel de pré-adhésion (ISPA), supprimé progressivement en 2007 et remplacé par l'IAP. La Croatie possède des projets en cours sous les deux programmes. Elle est aussi le premier pays à subir un test des Fonds structurels mené dans le cadre de l'IAP.

Que recouvre l'aide?

L'aide que reçoivent les pays dans le cadre de l'IAP recouvre cinq domaines, et les pays peuvent introduire une demande de financement pour chaque volet, en fonction de leur statut de candidat.

L'outil sert à préparer les pays à l'adhésion en les aidant à relever des problèmes de développement pratiques, mais aussi en les confrontant à la gestion des fonds européens. Les pays candidats apprennent à appliquer les principes de programmation pluriannuelle, de planification stratégique, de partenariat, ainsi que les règles de gestion financière, de suivi et d'évaluation.



CINQ VOLETS SONT FINANCÉS PAR L'IAP:

- I. Aide à la transition et renforcement des institutions;
- II. Coopération transfrontalière;
- III. Développement régional, couvrant le transport, l'environnement et le développement économique;
- IV. Développement des ressources humaines, renforçant le capital humain et luttant contre l'exclusion;
- V. Développement rural.

LES VOLETS VISENT LES PAYS SUIVANTS:

- Volets I et II – pays bénéficiaires dans les Balkans occidentaux, l'Islande et la Turquie;
- Volets III, IV et V – la République de Croatie, la République de Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine (qui sont tous des pays candidats).

Depuis la partie sud de l'île, un pont en arc de 300m de long relie l'île au continent



POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/ipa/croatia_development_fr.cfm

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL EN CROATIE

FORGER LA COMPÉTITIVITÉ RÉGIONALE

Le mémorial Faust Vrančić est prêt

L'achèvement du mémorial érigé sur l'île de Prvić, en souvenir de l'érudit croate Faust Vrančić, permettra aux visiteurs de mieux connaître sa vie et ses réalisations. Le mémorial accueillera également diverses manifestations, telles que des concerts et des représentations théâtrales.

«La promotion du tourisme culturel allongera la saison touristique et devrait créer une cinquantaine de nouveaux emplois. La politique et la gestion du tourisme dans les régions de Vodice et Prvić seront renforcées par le biais de formations.»

Karlo Gjurašić, secrétaire d'État au ministère du Développement régional, des Forêts et de la Gestion de l'eau



FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: 2010-12
Contribution de l'UE: 96 000 €
Total budget: 1 300 000 €

Promotion du tourisme culturel sur l'île de Prvić

AMÉLIORER LES LIAISONS DE TRANSPORT

Réhabilitation de la liaison ferroviaire Vinkovci-Tovarnik

Le projet réhabilite un tronçon de 33,5 km d'une ligne ferroviaire à double voie entre Vinkovci et Tovarnik, endommagé lors de la guerre des Balkans.

«Tout l'intérêt du projet réside dans le transport plus sûr et plus rapide de marchandises et de passagers sur un important corridor paneuropéen de transport. À cela s'ajoutent de meilleures conditions grâce aux nouveaux quais et gares. Ces améliorations auront des bienfaits environnementaux et les retards liés au mauvais état des voies sur cette ligne feront désormais partie du passé.»

Katarina Čop Bajde, directrice au ministère de la Mer, du Transport et des Infrastructures



Promotion du tourisme culturel sur l'île de Prvić

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: 2008-11
Contribution de l'UE: 28 700 000 €
Budget total: 60 000 000 €

Réhabilitation de la ligne ferroviaire entre Vinkovci et Tovarnik

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Programmes de gestion de l'eau à Karlovac

Grâce à une nouvelle usine de traitement et à la rénovation des réseaux d'égout et de distribution de l'eau, le comitat de Karlovac sera doté d'un système de gestion de l'eau durable sur le plan environnemental.

«Le projet contribuera à stimuler le développement général du comitat de Karlovac en améliorant la qualité de l'eau. La construction de l'usine empêchera le rejet des eaux usées non traitées dans les rivières et la pollution des eaux de surface. Il réduira les pertes d'eau et le risque de contamination de la nappe phréatique.»

Damir Tomasović, chef de département à l'Office central pour la stratégie de développement et la coordination des fonds de l'UE



FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: 2005-11
Contribution de l'UE: 22 500 000 €
Budget total: 36 000 000 €

Rénovation des réseaux d'égout et de distribution de l'eau dans le comitat de Karlovac

JASMINE – ASSISTANCE TECHNIQUE AUX FOURNISSEURS DE MICROCRÉDITS

Le microcrédit a prouvé toute son efficacité pour aider des particuliers à lancer leur entreprise ou à la développer lorsqu'ils n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels. Ces dernières années, la Commission a mis en place divers instruments qui visent à réduire, de multiples manières, les écarts entre microcrédits accordés dans les États membres et régions de l'UE. L'un de ces instruments s'appelle JASMINE (Joint Action to Support Microfinance Institutions in Europe, Action commune pour soutenir les institutions de microfinance en Europe), un projet pilote qui aide les fournisseurs de microcrédits non bancaires à développer leur potentiel et à s'inscrire dans la durabilité.

JASMINE offre une assistance technique sous la forme de divers services mis à la disposition de ces intermédiaires. Ces services comprennent une évaluation institutionnelle du fournisseur de microcrédits, qui permet de recenser les besoins en vue de dispenser une formation sur mesure, ainsi que, sur demande, la délivrance d'une notation financière.

JASMINE fournit également des services accessibles à l'ensemble du secteur du microcrédit, tels qu'un helpdesk pour répondre aux questions liées aux instruments de microfinance européens et l'organisation d'ateliers spécialisés destinés à transmettre les bonnes pratiques en matière de prêt microcrédit.

Outre le «Code de bonne conduite pour les fournisseurs de microcrédits au sein de l'UE», publié en octobre 2011, deux autres outils viendront bientôt compléter la gamme d'applications en cours de développement

dans le cadre de JASMINE: JASMINE en ligne, une application basée sur le web qui aide les micro-entrepreneurs potentiels à trouver des fournisseurs de microcrédits dans leur région, ainsi qu'un label de qualité pour les fournisseurs de microcrédits.

Contexte

Le microcrédit est monté en puissance ces dernières années au sein de l'Union européenne et il devrait maintenir son rythme de croisière au cours des années à venir. JASMINE a été lancée par la Commission et le groupe Banque européenne d'investissement en septembre 2008, dans la foulée de la communication «Initiative européenne pour un développement du microcrédit», adoptée en novembre 2007.

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/thefunds/instruments/jasmine_fr.cfm

http://www.eif.org/what_we_do/microfinance/JASMINE/



Le micro-financement: une option décisive pour les petites entreprises

QUAND LA COOPÉRATION TERRITORIALE EUROPÉENNE RAPPROCHE LES CITOYENS

Projets d'infrastructure facilités, transactions commerciales simplifiées et solutions communes aux problèmes communs – la coopération territoriale permet aux régions de s'associer pour offrir une meilleure qualité de vie aux habitants de l'Union européenne.

L'ouvrage **European Territorial Cooperation, building bridges between people** nous livre des histoires de coopération, des descriptions de projets innovants et nous explique comment la coopération a changé la vie des citoyens européens. Le livre paraîtra en anglais en octobre et ses versions française et allemande suivront rapidement.

L'objectif de coopération territoriale européenne, financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER), soutient actuellement 81 programmes de coopération transfrontaliers, transnationaux et interrégionaux, parmi lesquels des programmes associant de (potentiels) pays candidats (IAP). Le budget de cet objectif s'élève à 8,7 milliards € pour la période 2007-13.

POUR EN SAVOIR PLUS

ec.europa.eu/regional_policy/information/index_fr.cfm

La coopération rapproche les citoyens



**EUROPEAN TERRITORIAL COOPERATION
BUILDING BRIDGES BETWEEN PEOPLE**



Formation en techniques de secours organisée conjointement avec des équipes d'ambulanciers tchèques et autrichiennes

LES SOINS DE SANTÉ NE CONNAISSENT PAS DE FRONTIÈRES

Le projet **Healthacross** s'attelle à lever les obstacles aux soins de santé, tels que les problèmes d'ordre juridique et douanier et le développement conjoint de plans structurels à long terme pour des soins de santé régionaux.

La ville de Gmünd/České Velenice se situe à cheval entre l'Autriche et la République tchèque. Côté tchèque, l'hôpital le plus proche se situe à České Budějovice, à 60 km de là, tandis que l'hôpital Landesklinikum Gmünd, en Autriche, ne se trouve qu'à une centaine de mètres de la frontière.

Pour les patients dialysés de Gmünd, l'unité moderne de l'hôpital tchèque Jindřichův Hradec est facilement accessible, et deux autres services de rééducation polyvalents, également situés en République tchèque, pourraient être utilisés par les habitants de Basse-Autriche.

Plus spécifiquement, il s'agit de:

- Simplifier les transferts de patients
- Garantir les temps d'intervention les plus rapides en cas d'urgence
- Promouvoir une solide base juridique

FAITS ET CHIFFRES

Durée du projet: Juin 2008 à déc. 2010
Budget FEDER: 615 232 €
Budget total: 723 685 €

POUR EN SAVOIR PLUS

www.healthacross.eu

DATES 2011	ÉVÉNEMENT	LIEU
10-13 octobre	OPEN DAYS – 9 ^e Semaine européenne des régions et des villes http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2011/index.cfm	Bruxelles (BE)
24-25 octobre	Réunion informelle des ministres concernant des instruments efficaces au service du développement territorial	Varsovie (PL)
24-26 octobre	2 ^e Forum annuel de la Commission européenne sur la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique / 13 ^e Sommet du Forum de développement de la Baltique	Gdansk (PL)
24 novembre	Approche intégrée du développement – clé d'une Europe intelligente, durable et inclusive http://pl2011.eu/en/meetings_and_events	Poznań (PL)
25 novembre	Réunion informelle des ministres en charge de la politique régionale	Poznań (PL)
27-28 novembre	Conférence JEREMIE-JESSICA	Varsovie (PL)

De plus amples informations sur ces événements sont disponibles sous la rubrique Programme de notre site Inforegio:

http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/index_fr.cfm

Site des événements de la Présidence polonaise: http://pl2011.eu/en/meetings_and_events

Panorama est ouvert
à tous vos commentaires et questions.
Nous souhaitons connaître votre expérience.

Si vous souhaitez partager des travaux intéressants en cours, poser des questions ou exprimer votre point de vue concernant n'importe quel aspect de la politique régionale, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse:

regio-panorama@ec.europa.eu

KN-LR-11-039-FR-C

ISSN1608-3903

© Union européenne, 2011

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Commission européenne, direction générale de la politique régionale

Communication, information et relations avec les pays tiers

Raphaël Goulet

Avenue de Tervueren 41, B-1040 Bruxelles

Courriel: regio-info@ec.europa.eu

Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm

